

André Ledran

Maire de Ouistreham - Conseiller Général

L'expérience d'un élu au service de la 5e circonscription

Le 21 mars, vous voterez pour élire votre représentant à l'Assemblée Nationale. Voter, c'est choisir.

Nous avons voulu, au cours de la campagne, loin des invectives et des propos véhéments, vous informer, proposer et débattre avec vous pour éclairer votre choix.

Nous avons voulu d'abord expliquer les causes profondes qui, dans tous les pays économiquement développés, provoquent, à des degrés divers et souvent plus lourdement que chez nous, les mêmes effets. Ne parlons pas des autres systèmes qui ont dramatiquement échoué.

La France vit dans une économie de marché, régulée par l'intervention des pouvoirs publics, équilibrée par la coexistence d'un vaste secteur privé et d'un fort secteur public.

Faut-il changer les bases d'un système qui, sous les gouvernements socialistes, a permis de redonner à la France une monnaie stable, un commerce extérieur équilibré, une inflation maîtrisée, et fait de la France la 4e puissance économique du Monde ? Nous ne le pensons pas.

Mais, le "libéralisme sauvage", même si ses promoteurs se font aujourd'hui plus discrets devant les échecs de M. REAGAN et de Mme THATCHER, reste, pour la Droite, le fond de sa pensée économique et sociale.

Le "libéralisme sauvage", c'est l'inégalité accentuée, l'injustice et l'exclusion généralisées.

* * *

Nous, Socialistes, nous refusons cette société à plusieurs vitesses.

Nous voulons donner à chaque jeune toutes ses chances, et c'est pourquoi, nous faisons de **l'Éducation Nationale une priorité.**

Nous voulons que chacun, quel que soit son âge, bénéficie de **la protection sociale la plus complète et la plus efficace.**

Nous affirmons, pour chaque famille, **le droit au logement** et nous voulons qu'il soit mis en œuvre **dans chaque commune.**

Face à la crise, nous avons tout fait pour défendre l'emploi, pour retarder les échéances, pour promouvoir de nouvelles activités et nous avons apprécié que le gouvernement compense, sur le budget de l'État, le déséquilibre qui se creusait, du fait de la montée du chômage, dans la gestion des organismes sociaux entre les cotisations et les prestations.

Comment pourrait-on, comme le propose la Droite, réduire la protection sociale ?

Afin que nul ne se sente abandonné et démuni de ressources, nous, Socialistes, avons créé le **Revenu Minimum d'Insertion,** avec une double volonté : aider financièrement le bénéficiaire et l'inviter à engager une démarche de réinsertion sociale et professionnelle dans le cadre d'un contrat.

Président de la Commission Locale d'Insertion de Caen Littoral, je sais quel admirable dévouement est mis en œuvre par celles et ceux qui, sur le terrain, contribuent à cette action.

Faut-il remettre en cause ces dispositions ? **Ce n'est pas au prix de plus d'inégalité, d'injustice et de misère, que la France sortira de la crise et multipliera les emplois.**

* * *

Chacun sait maintenant que la crise a des causes plus profondes et plus générales, qu'il n'y a pas de "fatalité du chômage", mais qu'il n'y a pas non plus de "solution miracle".

L'économie française, qui est actuellement la plus "saine" d'Europe, peut rapidement, pourvu que la conjoncture internationale s'inverse, retrouver un rythme supérieur de croissance.

Alliance des Français pour le progrès avec le Parti Socialiste



Mais, les gains de productivité ont été tels, dans tous les domaines, que cela ne suffira pas à réduire de façon sensible le chômage.

C'est pourquoi, nous affirmons qu'il faut **continuer dans la voie de la réduction du temps de travail.**

Nous l'avons fait :

- par l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans,
- par la 5e semaine de congés payés,
- par la semaine de 39 heures.

Les méthodes et les moyens peuvent changer, mais, l'objectif **d'un meilleur partage du travail sans diminution des plus bas revenus,** doit être poursuivi avec détermination, car c'est le seul moyen de rompre avec l'injustice sociale la plus insupportable : le chômage.

* * *

Nous avons voulu renforcer la démocratie :

- par la **Décentralisation** ; chacun aujourd'hui s'en félicite.
- par les lois sur la transparence dans le financement des partis et la limitation des moyens de propagande électorale ; chacun en voit aujourd'hui les effets lorsque les candidats respectent les règles.
- par la **libération de l'information** et la pluralité des chaînes et des radios. Qui peut le nier ? et qui ne serait inquiet d'entendre un candidat de la 5e circonscription exiger la "reprise en main de la Radio et de la Télévision" par le RPR ?

* * *

Nous avons voulu répondre aux nouvelles préoccupations concernant **l'environnement** par un ensemble de lois et de décrets qui constitue, sans doute, **le dispositif le plus complet** possible :

- lois sur la protection du littoral et sur les paysages,
- lois sur les déchets, sur le bruit,
- loi sur l'eau, essentielle à la salubrité des nappes, des cours d'eau et du littoral...

Les textes existent, il faut qu'ils soient appliqués et il faut s'en donner les moyens.

Mais comment faire confiance à ceux qui ont voté contre toutes ces lois ?

* * *

Nous voulons **corriger les graves déséquilibres** qui se sont créés :

- entre le centre des villes et les banlieues, que l'urbanisation hâtive des années 60 a rendues inhumaines.
- entre les villes, où se concentrent les activités et les hommes d'une part, et le monde rural qui dépérit d'autre part. La loi sur la coopération intercommunale et les dotations spécifiques au développement rural peuvent y contribuer.
- entre la région parisienne et la province. Mais, qu'il est difficile de "délocaliser", c'est-à-dire de réimplanter en province les fonctions et les emplois qui n'ont rien à faire à Paris.

* * *

Nous voulons construire l'Europe, car nous ne voulons plus que les générations futures subissent la guerre et ce qui restera pour nous, n'en déplaise à Monsieur le Député sortant, "les années les plus sombres de l'Histoire de notre pays". **Nous voulons l'Europe de la Paix et du Progrès Social,** mais **nous soutenons le gouvernement lorsqu'il résiste aux pressions extérieures** inacceptables sur le GATT, aux spéculations sur la monnaie, à une compétition internationale qui méprise les droits sociaux.

C'est à ceux qui n'ont pas soutenu le Gouvernement qu'il faut

LE 21 MARS, VOUS VOTEREZ.

Examinez d'abord le bilan de ceux qui ont assuré la responsabilité de la politique de la France.

Comparez l'état de celle-ci avec l'état des autres pays comparables.

Jugez chacune de nos décisions et si elle vous paraît utile et bonne pour vous ou pour la France, demandez à ceux qui nous combattent pourquoi ils ont voté systématiquement contre.

Comparez les programmes et les propositions et méfiez-vous des "faiseurs de miracles".

Voter, c'est choisir des idées, des programmes, des politiques.

Voter, c'est choisir entre des candidats.

Je me présente à vos suffrages,

- avec mes convictions et fier des valeurs de Liberté, de Justice, d'Égalité et de Solidarité qui sont celles des Socialistes,
- avec la compétence que donne à l'élu que je suis, l'action que je mène, depuis plus de 10 ans,

• comme **Maire de Ouistreham** pour développer la ville et ses activités,

• comme **Conseiller Général dans le canton de Ouistreham** et au sein de l'Assemblée Départementale, sur tous les dossiers du Département,

• depuis 4 ans, comme **Président du Sivom de la Côte de Nacre,** dans la mise en œuvre du Contrat de Pays Côtier, sur lequel M. d'Harcourt semble bien mal informé.

Cette compétence, cette volonté, cette capacité de travail, je suis prêt à les mettre au service de la 5e circonscription tout entière et **je m'engage, dès mon élection, à fixer, à BAYEUX, un secrétariat permanent pour que de l'Orne à la Vire, chacun sache que je suis disponible.**



Le 21 mars, vous voterez pour choisir un député qui travaille avec vous, pour vous, et pour notre région.

Vous voterez pour refuser la régression sociale et pour maintenir ouvertes les portes du Progrès.

Vous voterez André LEDRAN et Jocelyne AGRA, Alliance des Français pour le Progrès avec le Parti Socialiste.

Vu les candidats

LE BRUN, caen, 4/930407 - 03/93